

Création d'emploi

... voir ce que les sociétés contrôlées par l'étranger tout comme les entreprises canadiennes contribuent pleinement à la mise en place d'une structure industrielle innovatrice et compétitive sur le plan international, en poursuivant avec une ardeur égale les objectifs du Canada dans des domaines comme la recherche et le développement et la commercialisation internationale.

Voilà un élément important qui va venir s'ajouter au nombreux dispositifs de politique déjà en place pour améliorer le rendement général de l'économie canadienne et en particulier son aptitude à créer des emplois permanents dans toutes les régions du Canada.

Dans ce que j'ai dit des efforts importants et divers du gouvernement tendant à la création d'emplois, les initiatives que nous avons prises pour répondre à des engagements précis en matière de politique nationale de développement économique et notre adhésion indéfectible au principe et aux priorités de l'intervention de l'État pour soutenir la croissance économique dans l'ensemble du pays constituent à mon sens des réponses convaincantes à la motion vide de sens du Nouveau parti démocratique. Personne ne pourrait nier, bien sûr, qu'en ce moment les économies du Canada et du reste du monde traversent des difficultés spéciales...

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Comme question de bonne fin, je me demande si le ministre voudrait bien nous dire s'il est mis au courant par le sénateur Olson des importantes décisions économiques que ce dernier prend, ou s'il les apprend une fois qu'elles sont prises seulement?

M. Gray: Monsieur l'Orateur, si mon honorable ami veut bien nous dire ce qui s'est passé à portes closes dans l'affaire de la Banque de l'ouest du Canada, peut-être qu'un jour je lui dirai comment s'effectue la collaboration de ce côté-ci de la Chambre dans l'intérêt du peuple canadien, de l'économie canadienne et des travailleurs canadiens.

M. Deans: Voilà deux histoires que j'aimerais bien entendre.

M. Gray: Je disais donc qu'il faut bien admettre qu'à l'heure actuelle l'économie du Canada et celles des autres pays du monde connaissent des difficultés particulières, ce qui se répercute de façon plus ou moins grave sur pratiquement chaque Canadien. En tant que gouvernement national, nous devons faire face à ces difficultés, surtout lorsqu'elles mettent certains groupes dans une situation véritablement difficile. Nous y faisons face en prenant des mesures d'aide spéciales—

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Votre Honneur a pu remarquer que l'on m'a demandé de dire toute la vérité sur l'histoire de la Banque de l'Ouest. Je suis tout disposé à le faire, mais le ministre pourrait-il nous parler à son tour du sénateur Olson?

M. l'Orateur adjoint: Cela ne constitue pas un rappel au Règlement. Le député a posé une question au ministre et celui-ci lui a répondu.

M. Gray: Monsieur l'Orateur, ce que je dis dois être difficile à avaler car les députés d'en face n'ont rien à y répondre; autrement, ils ne chercheraient pas sans cesse à m'interrompre en invoquant le Règlement pour des raisons tout à fait futiles et déplacées. Ce que j'ai dit prouve de façon indubitable que les faits concrets sont de mon côté et que du leur, il n'y a que du babillage inutile.

Nous nous attaquons à ces difficultés en prenant des mesures d'aide spéciales comme celles concernant les propriétaires, les agriculteurs et les petites entreprises, annoncées dans le budget, mais également grâce à une planification et à une stratégie en matière de politique économique qui garantissent que le gouvernement répond aux problèmes économiques à court terme par des mesures qui savent tirer parti des énormes possibilités à long terme qu'offre notre économie. C'est ce que fait le budget en mettant l'accent sur le retour à la stabilité des prix et des taux d'intérêt, et c'est ce que fait notre stratégie en matière de développement économique de par sa diversité et sa portée. En effet, notre stratégie tient compte des besoins nationaux autant que régionaux en matière de développement économique et cherche avant tout à tirer parti des points forts de notre pays et à relever les défis et à profiter des possibilités qu'offrent les années 80.

• (2040)

Bien loin d'être une dérobaie devant les engagements que le gouvernement a pris au cours de la campagne, le document relatif au développement économique constitue au contraire un pas en avant très important. Il les situe en effet dans un cadre qui en lui-même constitue un tremplin pour de nouvelles initiatives dont les détails seront précisés au cours des semaines et des mois à venir, initiatives propres à revitaliser le secteur industriel, à créer des emplois à long terme, et à assurer la pleine réalisation des énormes possibilités économiques de notre pays.

M. l'Orateur adjoint: Le député de Prince-Albert (M. Hovdebo) a voulu tantôt poser une question. Le ministre a encore deux minutes de parole à sa disposition.

M. Hovdebo: Monsieur l'Orateur, le ministre a cité des quantités de chiffres pour démontrer jusqu'à quel point le gouvernement a bien traité les sociétés Ford, Massey-Ferguson et Chrysler. Pourrait-il nous donner l'assurance que la société Co-op Implements, de Winnipeg, recevra les 14 millions de dollars dont elle a besoin pour survivre?

M. Gray: Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) et moi sommes en train ensemble de mettre au point un programme propre à aider la société Co-op Implements à régler ses problèmes et à profiter des occasions qui se présentent à elle. Cette société n'existerait plus si le gouvernement fédéral ne lui était pas déjà venu en aide.

Nous nous appliquons à voir quel programme pratique nous pourrions mettre en œuvre pour compléter celui que nous avons déjà instauré pour assurer la survie de cette société.

M. Howard Crosby (Halifax-Ouest): Monsieur l'Orateur, de temps à autre dans l'histoire de notre pays, de graves problèmes ont surgi et ont retenu l'attention de la population canadienne pendant plus ou moins longtemps. La défense nationale, qui suscite peu d'intérêt aujourd'hui, a été au premier plan mais seulement en temps de conflit international. Pendant des mois, le Parlement a pataugé sur le débat constitutionnel. Espérons que l'action parlementaire ne créera pas plus de problèmes qu'elle n'en résout avec le projet de changement constitutionnel.